
Version longue d'un article paru sous le titre : « Contester un barrage : anthropologie d'un processus de gestion sociale à Alqueva (Portugal) », in Graciela Schneier (Ed.), 2010, *L'eau mondialisée : la gouvernance en question*, Chap. 15, Paris, Editions La Découverte : 271-284.

Barrage et absence de contestation : Alqueva (Portugal).

Fabienne Wateau

CNRS, Paris Ouest Nanterre La Défense

Barrages et contestation

L'habituelle association

Barrages et contestation, ces deux vocables apparaissent le plus souvent associés. La presse, la télévision, la littérature s'empressent de commenter la prouesse technologique et l'événement politique mais aussi et surtout, quand le barrage affecte directement les habitats, le drame humain du déplacement de population, de sa dispersion ou de sa réinstallation. Les commentaires anti-barrages sont nombreux et souvent assez véhéments. Dernièrement, ce sont sans doute les barrages des Trois Gorges en Chine, de Narmada en Inde, ou encore ceux du Tigre et l'Euphrate en Turquie qui ont le plus mobilisées les attentions. Dans la presse française, plusieurs dossiers thématiques importants ont été consacrés aux grands barrages et aux mouvements de contestation¹. De la plume des essayistes, intellectuels, simples érudits locaux,

¹ Voir par exemple *Courrier International* n°472 (1999), *Le Monde diplomatique* n°65 (2002), *Géo* n°289 (2003).

représentants du pouvoir local ou anciens habitants des villages engloutis surgissent des pamphlets, des sentences, des *requiems*. Arundathy Roy en Inde en est une des figures les plus emblématiques [Roy, 1999] à l'instar de Patrick McCully aux Etats-Unis [McCully 1996]. Plus proches de nous, d'autres écrits ont mis l'accent sur les incompréhensions et l'absence de communication entre les décideurs et les habitants ou sur les revendications qui se transforment en rancœurs. Tignes par exemple, barrage de l'après-guerre, s'inscrit dans le cadre d'un programme de « modernisation de la France et de démocratisation de la consommation d'électricité [...] devenant très vite un enjeu national et représentant effectivement, au moment de sa mise en eau, près d'un quart de l'énergie hydraulique accumulable en France. » [Varaschin, 2001]. La reconversion du village pastoral en station de ski cossue a été assurée. Pourtant, Tignes entretient l'histoire tragique de l'ennoiement du village et de la dispersion de sa population, gardant en mémoire l'amertume et la souffrance du passé. En 2000, à l'occasion du vidage décennal du barrage, lors de la procession organisée au fond du lac et au milieu des ruines de l'ancien village lissées par l'eau et la boue, les Tignards étaient présents, venus redécouvrir leurs maisons, leurs parcelles, leurs histoires. Et au pied des restes du clocher de l'église, alors que des curés procédaient à des baptêmes d'enfants, un grand-père confiant déclarait à son petit-fils de huit mois : « *Tu es baptisé ici sur le sol de Tignes, mon petit-fils, et dans vingt ans, quand la concession EDF sera terminée, tu récupèreras pour nous notre passé ennoyé* ». Espoir et douleur continuent d'être transmis, avec indignation. Ces situations douces-amères ne sont pas exceptionnelles. Dans l'ouvrage de Nathalie Blanc et Sophie Bonin sur les grands barrages et les risques sociaux du développement, qui se propose « d'interroger la pertinence de ces grands équipements au regard des nouveaux enjeux du développement durable qui articulent local et global » [Blanc & Bonin, 2008, p.11], deux anthropologues commentent pour la France d'autres histoires difficiles de construction et de résistance. Armelle Faure le confirme : « Ces opérations de vidange provoquent de véritables pèlerinages de la part des anciens de la vallée, de leurs enfants et des ingénieurs et ouvriers qui ont travaillé sur les chantiers » [Faure, 2008, p. 103]. Françoise Clavairolle le montre : la résistance écolo-identitaire musclée et les jeux de pouvoir dans le mouvement de contestation contre la construction du barrage de Saint-Jean du Gard, dans la Vallée des Camisards, ont su mobilisé toutes les strates de la population [Clavairolle, 2008].

Certes, les grands barrages ont aussi leurs défenseurs [Lacoste 2001 ; Ayeb, 2001], lesquels insistent, maintenant que nous sommes entrés dans l'ère de la durabilité, sur la propreté de l'énergie hydraulique comparée à celle des centrales nucléaires. À l'échelle mondiale, néanmoins, le nombre et l'intensité des conflits suscités par les grands barrages ne feraient qu'augmenter [...] à l'instar du nombre des ouvrages encore à construire [Bethemont, 2008, p. 32 & 38]. Des propositions de méthode sont alors proposées pour mieux évaluer et parer les risques liés aux déplacements de population [Cernea, 2008, p. 57].

Quelques exemples ibériques

L'Espagne ne déroge pas à cette tendance marquée pour la contestation. Troisième pays le plus équipé au monde, la résistance aux barrages et aux transferts d'eau y est même particulièrement bien organisée. Les travaux de Sylvie Clarimont dans le bassin de l'Ebre en soulignent avec finesse les raisons multiples, à la fois régionale, identitaire et patrimoniale [Clarimont, 1999]. Les associations comme la *Plateforme pour la défense de l'Ebre* ; *La Coordination des affectés par les grands barrages et transferts* (COAGRET) ; et plus récemment la *Fondation Nouvelle Culture de l'Eau* restent attentives à toutes nouvelles constructions. Sans doute faudrait-il s'arrêter sur les mouvements de contestation les plus récents apparus autour des barrages de Yesa, Itoiz, Biscarrués-Mallos de Riglos ou Sanliestra. À Riaño², en 1987, l'ennoiement de sept villages a

² Le choix des barrages retenus dans cet article correspond aux lieux précis où la possibilité concrète de rencontrer d'anciens habitants des villages engloutis m'a été donnée. La mission à Tignes a été réalisée en 2000 à l'occasion du

provoqué une résistance forte de la part des défenseurs de la vallée. Les habitants et les Verts ont bien essayé de grimper sur les toits des maisons pour empêcher le passage des machines, mais en vain [Canal Sanchez-Pagin, 1988].

Le Portugal n'est pas moins contestataire. Certes, tout comme à Tignes, le barrage de Vilarinho da Furna en 1974 a été imposé au nom du développement du pays. Il a laissé des cicatrices et des rancœurs profondes à l'échelle nationale, conduisant au démantèlement brutal d'une population. Les habitants sont partis avec les tuiles, les poutres, les portes et les fenêtres de leurs maisons, profondément blessés, pour reconstruire ailleurs. Une procession religieuse continue d'avoir lieu tous les ans autour du plan d'eau et Vilarinho reste assurément l'expérience traumatique à ne pas réitérer. Le contexte social et socio-économique du pays a depuis changé. Et les modes de la contestation aussi. À l'extrême nord-ouest, sur la rivière Minho, la construction du barrage de Sela fait l'objet d'une résistance locale organisée depuis plus d'une douzaine d'années (1996). Le maire s'est grandement impliqué, ne refusant pas la construction du barrage si des compensations évidentes sont reversées en faveur du canton et de la vallée. Mais en l'absence d'accord, l'opposition est devenue manifeste. Le projet est aujourd'hui suspendu, mais n'est toujours pas abandonné par le gouvernement [Wateau, 1999 et 2002]. Sur la rivière Côa (1997), mobilisant la communauté scientifique internationale, les archéologues ont réussi à empêcher l'ennoïement du fameux site de peintures rupestres de Côa. Après concertation et une longue contestation médiatique, le projet est définitivement abandonné par le gouvernement face à « l'impressionnant patrimoine archéologique d'intérêt mondial » [Gonçalves, 2001]. Enfin Sabor (2004), dernier barrage à avoir animé l'actualité portugaise, envisagé comme une alternative à la non construction du barrage de Côa, continue de mobiliser les écologistes. La commission d'évaluation de l'impact environnemental qui avait opté pour le « *nim* » en 2006, c'est-à-dire ni pour un oui (*sim*) ni pour un non (*não*), n'a pas su prendre de décision tranchée. La *Plateforme Sabor libre* maintient la pression.

Les ingrédients nécessaires

En s'intéressant de façon comparative aux différentes étapes de la contestation, recueillant et classant systématiquement par thème et par barrage les articles de presse relatifs à leurs histoires, les feuilles de classeurs se remplissent et révèlent une information précieuse : il existe un mode d'emploi à la contestation des barrages. Françoise Clavairolle qui analyse rigoureusement les arguments des opposants au barrage de Saint-Jean du Gard dégage quatre catégories. Ils sont écologique, socio-économique, technique et symbolique. Or, quel que soit le barrage étudié, ces mêmes grandes catégories sont le plus souvent retrouvées et avancées au fil de la contestation, venant de façon *crescendo* alimenter la teneur de l'opposition. En d'autres termes, il y a toujours une modification de l'écosystème qui intervient, modifiant la température de l'eau, détruisant ou remettant en cause les migrations et les habitats des poissons, mettant en péril une faune et une flore rares et fragiles. Ici ce sont des castors, des hérons cendrés, des orchidées et des cyclamens [Clavairolle, 2008, p.129] ; là des lamproies, des saumons, des aloses ou des lynx [Wateau, 1999]. La crainte des moustiques revient aussi avec régularité, ou encore celle du nuage de brume qui affectera le climat et portera atteinte aux cultures traditionnelles (ou nouvelles) qui servent l'économie locale. Les arguments socio-économiques concernent essentiellement les productions du cru. Dans le Minho, contre le barrage de Sela, on rappelle que c'est l'Europe qui a favorisé la culture de la vigne Alvarinho dans la vallée, laquelle ne peut plus l'inonder aujourd'hui ; dans la vallée des Camisards, on craint la destruction du fragile tissu économique et social qui a su se recomposer autour des néo-ruraux et des produits du terroir. La rentabilité effective du barrage est aussi et toujours suspectée : a-t-on la certitude que les gains seront vraiment supérieurs ? Et si oui pour qui ? Pour les centres aux dépens des périphéries ? Les

cinquantième anniversaire du barrage. Les séjours en Espagne et au Portugal se sont déroulés de façon répétée et régulière entre 2001 et 2006.

craintes relatives à l'efficacité technique de l'entreprise portent quant à elle sur la localisation du site, dénonçant par exemple une consistance de la roche insuffisante pour soutenir l'infrastructure ou pire encore, comme ce fut le cas pour plusieurs barrages au Portugal, des risques sismiques catastrophiques par pression de la masse d'eau sur la faille. Enfin, les arguments identitaires, symboliques ou patrimoniaux viennent assaisonner le plat de la contestation, au regard de l'histoire d'une vallée, de son patrimoine architectural, de son inscription territoriale. Ainsi dans le Gard, c'est l'identité des Cévenols qui est directement attaquée ; dans l'Ebre, c'est la culture de l'eau de l'Aragon ; dans le Minho, les pêcheries médiévales ; en Cantabrie, une douzaine d'églises, des édifices à blason et des pierres mozarabes.

Les ingrédients nécessaires à la contestation semblaient bien tous réunis à Alqueva, aujourd'hui plus grand plan d'eau d'Europe avec ses 250 km² d'extension et ses 4 115 hm³ d'eau retenus. Il y avait suffisamment d'arguments écologiques, avec des chauve-souris, des cigognes noires, des tortues d'eau douce et des narcisses à protéger impérativement. Quelques peintures rupestres en bon état et un patrimoine mégalithique important. Des risques sismiques sérieux, puisque l'eau presse sur la fameuse faille qui a détruit Lisbonne en 1755. Des suspicions graves à propos de l'intérêt économique de cette grande entreprise, aux destinations toujours changeantes et aux produits irrigués à écouler sur des marchés déjà en surproduction. Des risques de nuage de brume et d'évapotranspiration certains. Enfin, un contexte social compliqué, où les terres appartiennent à quelques propriétaires et où les salariés agricoles migrent en quête d'emplois vers les villes ou à l'étranger. Aussi, pourquoi dans le cadre de cette construction, aucune grande opposition ne s'est-elle jamais vraiment manifestée ? Ou pour le moins, pourquoi aucune des contestations avancées n'a pu suffire à empêcher la construction de ce grand barrage ? Un peu d'histoire aidera à replacer Alqueva dans son contexte.

Alqueva confronté à son histoire

Vieux projet et mythe de l'eau

Alqueva a été pensé dans les années 1920 et conclu en 2002. Selon les prévisions officielles, il faudra attendre encore vingt-cinq ans pour que les destinations de ce grand barrage soient toutes menées à leur terme, soit plus de cent ans d'histoire pour un ouvrage dont l'espérance de vie ne dépassera guère les cent ans – selon la moyenne habituelle. La construction est décidée en 1957, la convention d'accord entre les deux pays de la péninsule est signée par Franco et Salazar en 1968 (Alqueva est construit sur le Guadiana, rivière transfrontalière qui naît en Espagne) et les travaux commencent dans les années 1970 mais sont interrompus plusieurs fois de suite. La construction de l'ouvrage reprend de façon régulière en 1995, et avec plus de certitude encore à partir de 1997, quand le Portugal obtient de l'Union Européenne une aide financière substantielle.

À l'origine, ce barrage devait irriguer la vaste plaine alentejana, spécialisée jusqu'alors dans la culture en sec de céréales et exploitée de façon intensive pendant les années de dictature salazariste. Les terres de l'Alentejo, qui continuent d'appartenir à de grands propriétaires terriens malgré les vagues successives de réforme agraire qui ont lieu dans les années 1970 et 1980, sont depuis toujours destinées à des activités de polyculture. Les domaines dépassant communément les 1 000 hectares reviennent aux céréales, à l'élevage, à la pâture, à des chasses privées et, selon les endroits, aux chênes-lièges, à l'oliveraie, à la vigne ou encore aux melons irrigués. Les propriétaires de ces *latifundias* ne sont pas des exploitants, mais plus souvent des docteurs de la ville, avocat, médecin, ingénieur et universitaire qui, héritiers de grands domaines, ont pris l'habitude de les louer en partie ou en totalité. Les revenus se combinent, le domaine agricole n'est pas l'unique source de gains. Irriguer l'Alentejo devait permettre d'intensifier la production de cette terre et, dans un même mouvement, de rendre accessible à un plus grand nombre son exploitation et ses gains. Le vieux mythe de l'eau, créateur de civilisation et permettant à chacun

l'usufruit d'une parcelle irriguée prévalut aussi dans la promotion de ce barrage [Drain, 1996]. Parfois comparé au Minho, l'une des régions les plus vertes du Portugal, exploitée par de petits propriétaires terriens, l'Alentejo irrigué par Alqueva devait devenir l'autre paradis du Portugal. Les destinations du barrage déjà variées à l'époque, comme l'approvisionnement en eau de la ville de Sines - projet depuis abandonné - et déjà l'électricité, l'assainissement et la distribution en eau à domicile, restaient pourtant nettement subordonnées à l'irrigation de l'Alentejo. Aujourd'hui, 124 000 hectares irrigués sont toujours prévus, mais sans doute la culture de la terre ne sera plus la première vraie destination d'Alqueva d'ici vingt ans, une tentative d'optimisation touristique du plan d'eau étant à l'étude et offrant des perspectives plus plausibles de rentabilité économique que l'irrigation. Enfin souhaitons-le.

La littérature des années 1980

Trois ouvrages publiés dans les années 1980 prennent position en réaction à la construction du barrage. Le premier s'efforce de dénoncer la mégalomanie de cette entreprise et de proposer des alternatives, les deux autres sont résolument en faveur de l'infrastructure, arguant de tous les avantages possibles pour la construire. Aucun des ouvrages, pas même le *Livre noir d'Alqueva*, ne condamne radicalement le projet.

Dans le *Livre noir d'Alqueva* (1981), qui insiste sur le manque de pertinence de ce très grand barrage, des spécialistes de diverses disciplines soulèvent point par point les réticences. Édité par le Parti Populaire Monarchique (PPM), un parti de droite, il est à la fois une réponse à l'enquête sur Alqueva du journal *A Capital* et la réunion de communications présentées à divers symposium. Les textes dénoncent un projet qui repose sur des débits du Guadiana mal calculés ; un accord avec l'Espagne (celui signé en 1968) qui n'implique pas assez cette dernière en cas de manque d'eau ; de possibles alternatives qui n'ont pas suffisamment été envisagées, moins coûteuses et plus rentables pour l'agriculture³ ; un intérêt hydroélectrique que ne justifie pas la taille de l'infrastructure ; un site (Sines) qui n'a pas besoin d'Alqueva ; et enfin une localisation dans une zone sismique fort dangereuse. Mais c'est surtout la taille du barrage : « encore cette idée mégalomane, de plus grand d'Europe, plus grand d'Afrique, plus grand du monde ! [...] mais cette annonce finit par donner en échange plus de misères, plus de sacrifices, plus de retard et finalement nous relègue à la queue du train européen » [p. 54] et ses coûts exagérés « non seulement financiers, mais sociaux et écologiques » qui sont critiqués. Est aussi remise en question la politique de l'offre considérée « néfaste [...] la nécessité de l'eau doit être ressentie par les hommes [...] une production doit être créée à partir de la nécessité » [p. 50]. L'attaque contre Alqueva est d'ailleurs ici assez véhémente⁴. Il s'agit de mettre en garde contre l'*Alqueva das farturas* (Alqueva de l'abondance) [p. 68] et de dénoncer : « le projet d'Alqueva est une invitation au centralisme, au concentrationnisme, à la monoculture, à l'irrigation industrielle, un processus qui ne sert qu'à augmenter les engrais chimiques, la consommation de combustibles et la machinerie importée » [p.52]. Et ce, même si : « nous ne sommes pas contre le plan d'irrigation de l'Alentejo mais nous estimons que la construction de petits et moyens barrages, répartis sur une aire plus vaste, est une meilleure solution [économique et écologique] [p. 37].

Avec plus de vingt-cinq ans de recul, maintenant qu'Alqueva est construit, il est plus aisé de répondre à la mesure de ces craintes. En effet, la tendance est à la monoculture intensive d'olivieraie dans la région de Ferreira de Alentejo, alimenté au goutte-à-goutte et aux engrais. En effet, la concentration de la terre tend à se renforcer, passant de surcroît à des mains espagnoles. En effet, l'évapotranspiration est énorme ; en effet, les risques sismiques ont été redoutés puisque des milliers de tonnes de béton ont été coulés dans la faille ; en effet, l'électricité produite n'est

³ 106 petits barrages (sans élévation de l'eau) coûteraient moins cher et irrigueraient une surface plus grande [p. 52].

⁴ « Não iremos construir Alqueva para refinar ramas de petróleo que não existem, fazer aço que se não consome, molhes marítimos que se desmoronam com o embate das vagas ; não construiremos a maior albufeira da Europa para regar o que não se pode ou não se deve regar, quer o motivo seja ecológico, agrícola ou humano, nem sequer para alimentar o consumo de uma urbanismo de betão e de asfalto incapaz de utilizar a água em benefício de qualidade de vida dos seus habitantes [...] » (p.50).

que la cinquième production la plus importante du pays. En revanche, les accords de débits minimaux ont été obtenus de l'Espagne et la question de la quantité semble réglée. Ce qui n'avait pas été imaginé ici, néanmoins, c'est le problème de la qualité de l'eau. Or, cinq ans à peine après le remplissage, l'eau est déjà largement contaminée dans la retenue d'Alqueva. Mais revenons pour l'instant au deuxième ouvrage.

Celui-ci est publié en 1982 et répond plus ou moins ouvertement au précédent. *Alqueva, le grand barrage* compile des articles d'Antunes da Silva parus dans le journal *Diário de Lisboa* pendant l'été 2002. Il s'affiche de gauche et pro-Alqueva. Il critique le gouvernement AD (droite de coalition) au pouvoir, considéré réfractaire au barrage « car ne voulant pas contrarier les grandes familles de latifundiaires, ni modifier ses relations privilégiées avec les USA ». Littéralement, il reproche au gouvernement, premièrement : « de craindre qu'Alqueva ne vienne à donner de l'eau et de la lumière en abondance aux terres où vit un peuple qui n'a pas voté pour lui et, pour cela, il le punit implacablement. Deuxièmement, ce qui est étrange et décourageant [d'en empêcher la construction] – parce que nous sommes un client traditionnel des États-Unis en matière de produits alimentaires, et qu'en Alentejo nous n'aimons pas beaucoup les Américains » [Silva, 1982, p.11]. Fief du parti communisme jusqu'à ces toutes dernières années, l'Alentejo est ici fortement défendue au regard de son identité, de son image, du statut de ses travailleurs agricoles, de la pauvreté de ces derniers : « ils ne veulent pas que les eaux du grand barrage viennent noyer leurs chasses privées [...] ni irriguer les terres des pauvres, lesquelles produiraient les quantités de maïs dont nous avons besoin pour pallier nos carences [...] » [p.12]. Le mythe de l'eau est aussi bien présent : « Sachez que l'eau ira irriguer des terrains nouveaux et les anciens aussi, éteindra la soif des villes et des villages de l'intérieur, volera au secours des industries déjà existantes ou à construire, et c'est là que l'Alentejo pourra être un Eldorado [...] Sans cette lymphe précieuse, il deviendra un désert. Aussi, ne laissons pas les débits du Guadiana se perdre chaque jour dans la mer. Gardons l'eau ! Utilisons-la comme un bien inestimable, pour que l'Alentejo cesse d'être, comme il l'a été jusqu'ici, le fils bâtard de la Nation » [p.18]. Pour le moins, c'est l'espoir d'un devenir meilleur qui est revendiqué : « nous voulons de l'eau pour pouvoir assurer une plus grande production globale et donner du travail à ceux qui ici sont au chômage [p. 43] ; Oui, Alqueva sera une espèce de salut de réserve mythique, l'éclat de la victoire, un grand pas en avant pour cette nation » [p. 46]. Contre l'existence de plusieurs petits barrages au lieu d'un seul grand, l'auteur rétorque que les petits sècheraient en été [p. 75].

On le voit, le discours est ici bien plus idéologique que technique, envisageant la culture du maïs irrigué sur les terres sèches de l'Alentejo, admettant la coupure radicale de la rivière pour ne pas perdre l'eau dans la mer, défendant bec et ongles un peuple de salariés, une image, un futur. Or, même avec l'eau aujourd'hui, et contrairement aux attentes de cet auteur, ce n'est pas aux salariés qu'elle profite. Pour pouvoir moderniser les exploitations que l'irrigation nécessite, seuls les propriétaires portugais déjà cossus et bien conseillés ont pu investir. Actuellement, ce sont surtout les entrepreneurs espagnols qui achètent les terres de plus de 1 000 hectares, vendues très chères par les propriétaires portugais en quête de liquidité facile. C'est à un tourisme de luxe qu'est aussi réservée cette eau, des hôtels cinq étoiles et des terrains de golf devant être construits bientôt au pied de la retenue⁵.

Le troisième ouvrage, publié en 1985, réunit les actes des II^e Rencontres *Poursuivre Alqueva pour le développement de l'Alentejo et du pays*. Il s'agit de communications de spécialistes, moins véhémentes idéologiquement mais tout aussi déterminées à défendre le projet. La couleur politique n'est pas affichée. Pour autant, les auteurs sont des défenseurs de la région Alentejo (maires, représentants des organisations sociales, syndicats et professionnels, techniciens et scientifiques) qui se positionnent aussi contre le parti au pouvoir : « [...] encore une fois, le projet Alqueva est absolument nécessaire au développement de l'Alentejo et du pays. L'entreprise est clairement rentable du point de vue du développement économique et social qu'elle va créer [...]. Les Rencontres auront dévoilé les faux arguments des opposants à Alqueva [...] suspendu en 1978 pour des motifs purement politiques et non pour des

⁵ Selon le Plan de José Roquette, récemment considéré d'utilité publique, et qui prévoit un investissement de mille millions d'euros pour le Parque Alqueva (*Publico*, 08/08/2007, « Mil milhões de euros para construir o Parque Alqueva »)

raisons scientifiques ou techniques [...] Aussi, l'actuelle position de blocage de l'ouvrage est inadmissible, qui condamne à la désertification de toute une région, où existe pourtant un potentiel - l'eau - qui pourrait et devrait constituer le vecteur fondamental à son développement économique et social, et qui, au lieu de cela, continue de courir, sans aucun bénéfice, à la mer ».

La « *salvation de l'Alentejo* » passe donc par cette construction hydroélectrique devenue incontournable « outil de développement du territoire et créatrice de nouveaux paysages promus au rang d'espaces touristiques » [Guichard, 2003]. On comprend mieux pourquoi, au Portugal, s'y opposer était particulièrement difficile.

Écologistes, intellectuels et politiques

Les écologistes portugais et espagnols se sont pourtant mobilisés contre Alqueva. Mais ce ne fut jamais pour en empêcher la construction, seulement pour en limiter les effets sur l'environnement. La résistance s'est notamment articulée autour de la côte 139, une limite maximale de remplissage du plan d'eau qui visait à réduire le nombre d'arbres à éliminer. Mais la côte 152 prévue fut maintenue, malgré deux années de contestation ferme et régulière de la part des associations écologistes. Plus d'un million d'arbres furent coupés pour pouvoir libérer les 25 000 hectares nécessaires au déploiement de la retenue. Certains oliviers centenaires, à grand bruit dans les médias, ont fait l'objet d'un arrachage soigné et d'une transplantation patrimoniale organisée en divers endroits du pays – dont certains bords de mer humides de la région de Lisbonne. De même les chauves-souris ont-elles bénéficiées d'une nouvelle grotte spécialement réservée à leur récréation. Quant aux peintures rupestres, surtout concentrées du côté espagnol de la retenue, c'est à la municipalité de Cheles qu'est revenue le droit de les revendiquer, mais en vain.

Les intellectuels portugais n'ont guère pris position contre le barrage d'Alqueva. Le projet était-il déjà trop ancien, trop polémique, trop politique ? Ou bien a-t-on préféré croire ingénument, en effet, qu'il ne pouvait qu'apporter des bienfaits au pays ? La réponse n'est pas élucidée. Mais il est certain qu'aucun nom de la contestation ne peut être associé à cet ouvrage : pas un universitaire, pas un littéraire, pas un artiste ne se sont impliqués. Aucun érudit local, aucune association de contestation ne se sont jamais clairement opposés au projet. Or, des précédents de prise de position radicale avaient déjà existé au Portugal, à Vilarinho das Furnas notamment, autour du célèbre écrivain Miguel Torga. Certains ont pu vouloir reconsidérer - tout au plus et *a posteriori* de préférence - les destinations et les intérêts de ce grand barrage, mais personne ne paraît avoir estimé, semble-t-il, que l'enjeu n'en valût pas les coûts.

Personne ne peut guère plus se réclamer d'être le père de l'infrastructure. De fait, Alqueva a toujours dépassé les enjeux économiques et sociétaux d'un simple barrage. Et cela les politiques l'ont bien compris. Alqueva aura servi tous les gouvernements au pouvoir, aussi bien de droite que de gauche. Associé à une promesse qu'il fallait tenir, à un ouvrage imposant et majestueux valorisant les compétences techniques nationales, étroitement lié au prestige et à l'orgueil d'une nation en quête permanente de représentation, ce barrage s'imposait de lui-même et devint chose faite quand, enfin, l'Union européenne lui concéda, non sans réticence, les deux tiers de son coût total. Alqueva est le plus grand plan d'eau d'Europe et le restera sans doute *vitam eterna*, pour ne plus correspondre aujourd'hui à une réalité applicable à l'échelle environnementale. Alqueva était obsolète avant d'être construit, mais il fallait le construire. Voilà chose faite.

Alqueva face aux politiques de participation publique

Un processus expérimental

Par-delà les dimensions historique, sociale et économique de ce projet, rappelons que la construction de ce barrage se réalise au moment précis où les politiques de participation publique sont réactivées au Forum de Rio de 1992. Ces directives sont à mettre en application. Et pour ce faire, Alqueva bénéficie d'un maximum d'informations et de moyens applicables à l'échelle du local. Ces moyens sont financiers (il n'y a plus de restriction côté européen) et intellectuels (les savoirs sont disponibles et ont été accumulés). Un soin particulier a été accordé au village de Luz, le seul village d'à peine 400 habitants à être noyé par les eaux du barrage. Le processus est expérimental en Europe. Il consistera à reconstruire, à l'identique, un village où les disparités sociales entre les habitants sont respectées et où l'accompagnement durant toutes les phases difficiles du déménagement – et notamment celle du cimetière - est assuré par une équipe de psychologues⁶. L'entreprise constructrice du barrage, la EDIA, installe de façon permanente un groupe de quatre personnes au village, composé d'un sociologue, d'un ingénieur agricole, d'un historien et d'un architecte. À partir de 1996, le relevé systématique des maisons commence. L'équipe au village sert à la fois d'intermédiaire, de confident, de souffre-douleur, d'interlocuteur privilégié. En 1999, le nouveau village, visitable à pied depuis l'ancien, devient peu à peu une réalité. Les gens commencent à s'habituer à l'idée de changement de lieu. Jusqu'en 2002, l'année du grand déménagement du cimetière puis de la population, les habitants sont suivis au jour le jour, écoutés et entendus, rassurés. Puis, pendant cinq ans encore après le déplacement, période correspondant au délai de garantie de remise des maisons privées et des bâtiments publics, la EDIA reste encore sur place et en relation avec la population. Aujourd'hui, fin 2008, le processus de déplacement de la population est entièrement achevé. Techniquement, il peut être qualifié de satisfaisant. Néanmoins, le village a bien du mal à retrouver ses marques et souffre à nouveau d'un isolement chronique et de l'abandon progressif de ses forces vives. Ce qu'il avait imaginé était-il seulement réalisable ?

En termes de participation, des leçons semblent avoir été retenues et des directives appliquées. Une concertation permanente avec les villageois a véritablement été mise en place. Les gens ont pu exprimer leur mécontentement et arriver à des accords, voire à faire modifier des infrastructures déjà construites et payées (comme les bancs de l'église, par exemple, les cheminées des maisons, les encadrements de fenêtres en marbre, etc.). Dans la presse on a pu lire, en comparaison immédiate avec Vilarinho da Furna : *« toutes les hypothèses qui n'ont pas été avancées à Vilarinho da Furna l'ont été auprès des habitants du village de Luz. Ils ont choisi de faire un nouveau village, ils ont décidé de sa localisation à deux kilomètres de l'ancien. Le nouveau village a une superficie qui fait le double de l'ancien, les maisons sont faites avec soin et en fonction du goût de chaque habitant, les équipements collectifs sont de bonne qualité [...] ». Et même lorsque les habitants de Luz se plaignent de leurs conditions de déménagement, une certaine presse plaident encore la cause des peuples déplacés : « Quand on entend à la télévision leurs protestations, on ne peut qu'entendre la voix de Vilarinho da Furna qui fait écho à celle de Luz. Le travail fait à Alqueva n'éteint pas le crime de Vilarinho. L'Alentejo exhibe la blessure de ses frères du nord ».*

Une envie d'y croire

La situation peut sembler parfaitement maîtrisée et pourtant, au village de Luz, personne ne voulait quitter sa vieille maison. Néanmoins, « pour le bien de la région » et au nom des « sacrifiés de l'Alentejo », comme le Président de la République les avait désignés lors de sa visite en 1998, tous ont déménagé sans trop de drame. L'absence de résistance organisée ne signifiait pas pour autant consentement collectif. La contestation villageoise s'est manifestée de façon diffuse tout au long du processus, avec parfois quelques pointes d'exacerbation plus manifeste pouvant remettre en question les effets véritablement constructifs de la participation : par la

⁶ Pour plus de détails, voir Wateau 2008.

pétition d'avril 2000, les habitants ont exprimé leurs désenchantements et dénoncé les promesses non tenues, les mensonges, la mauvaise foi. Les réunions de concertation ont dû être suspendues au cours du processus, ne reposant plus par la suite que sur les épaules de deux personnes désignées comme délégués. Car trop sollicitées, trop inquiètes, les plus fragiles et les plus âgés commençaient à déprimer, à perdre la tête, à ne plus réussir à organiser leur quotidien. L'absence de supervision des travaux au nouveau village, incombant pourtant à la EDIA, a aussi perturbé le bon déroulement du processus : le nouveau village a plusieurs fois été monté et démonté, augmentant le coût global des travaux et discréditant les « docteurs » responsables du projet. Enfin les maisons neuves, « construites à l'identique », ne ressemblent guère aux anciennes bâtisses et l'ensemble, beaucoup plus vaste et ouvert qu'autrefois, conduit déjà à des sociabilités différentes. Pour autant, le confort moderne a fini par séduire les habitants, même si le souvenir de la vie au vieux village encore très récent reste présent. Il n'était pas rare d'entendre, l'année suivant le déménagement, des gens contents de leurs maisons neuves ajouter: *« je suis contente, j'ai l'impression d'être en vacances. Mais maintenant, j'aimerais bien rentrer chez moi »*.

Pour autant, cette envie d'y croire, ce besoin de faire confiance à ce gigantesque projet sera sans doute l'élément qui le mieux l'aura défendu. À l'échelle locale, les villageois se sont plaints, mais tous ont finalement obtenus ce qu'ils avaient réclamé. Ils espèrent que leur intranquilité – pour reprendre l'allégorie du poète portugais Fernando Pessoa – donnera un futur meilleur à leurs petits-enfants. À l'échelle de la région, les attentes de développement de cette zone aride et désertée sont telles que rares sont ceux qui remettraient en cause sa construction. Patients, on est encore prêts à laisser du temps au temps, à permettre à l'infrastructure de devenir rentable et aux investisseurs de s'organiser pour transformer l'Alentejo en une terre attractive et pourvoyeuse d'emploi. À l'échelle nationale, la promesse est tenue et le barrage s'impose comme une réserve stratégique d'eau pour le pays et au regard de l'Espagne, ce pays voisin de l'amont dont le Portugal dépend directement en matière d'eau. Et même si la question de la qualité de la ressource devient un vrai problème, notamment pour les développements touristiques de luxe envisagés, il ne reste qu'à optimiser Alqueva, considère t-on, et à faire en sorte de créer la demande autour de l'offre. Cette confiance en l'espoir semble parfois véritablement symptomatique en Alentejo. Cette région, historiquement, continue d'avoir tout à gagner et rien à perdre.

Récupération et/ou retard ?

Aussi n'est-il pas recevable de parler de « retard dans la contestation » comme j'ai pu l'entendre plusieurs fois à propos d'Alqueva. C'est fort mal connaître ce qui motive ou mobilise une population. Et c'est encore dénigrer et réduire à des principes trop vite tracés une situation locale plus complexe qu'elle n'y paraît aux aménageurs et aux intellectuels qui ne font pas de terrain. Au village, ce n'est pas le retard que l'on craignait mais l'accusation de récupération. Pendant des mois, des milliers de badauds sont venus visiter « le village qui allait être noyé sous les eaux du barrage ». Avec une patience sans égal, les villageois répondaient à leurs questions plus ou moins sordides, à leur curiosité et appétit de sensationnel. Un dimanche de Carnaval de l'année 2001, toutes les deux sur le seuil de la maison, assises sur des chaises basses d'ouvrage de couture, nous avons compté, avec la doyenne du village, plus de cent cinquante voitures en à peine une heure et demie. S'agglutinant dans les rues étroites du vieux village, absolument pas prévu à cet effet, ne sachant où se garer, certaines d'entre elles parvenaient à libérer ses passagers qui, avides, cherchaient alors le souvenir à acheter. Or à Luz, ni casquette, ni maillot, ni même pot de confiture n'ont jamais été vendus aux visiteurs. La boulangerie fermait à ses horaires habituels et, sans signe distinctif pour la distinguer, les promeneurs ne trouvaient pas même où se ravitailler. Restaient alors les cafés, assez vite dévalisés, et pas forcément pressés de remplir une nouvelle fois le réfrigérateur de boissons fraîches si l'activité avait déjà été faite dans la journée. Certains gérants préféraient alors fermer à l'arrivée des bus de touristes, nous séquestrant à

l'intérieur, parfois quelques heures, en attendant que les promeneurs se dissipent et que le village reprenne son rythme habituel.

La vente de souvenir avait été formellement interdite par le maire du village. De droite (PSD), sous un gouvernement alors de gauche (PS), celui-ci ne tenait absolument pas, expliquera-t-il, à ce que le village de Luz soit considéré comme profitant de la situation. Les Luzences sont les sacrifiés de l'Alentejo, rappellera-t-il, pas des opportunistes à qui l'on pourrait reprocher d'avoir récupéré à leur avantage une histoire sociale et politique qu'ils n'ont pas choisie. Car tous au village étaient contre le barrage. Ou pour le moins, personne ne voulait que sa maison en soit affectée. Les visiteurs, dépités de ne rien pouvoir ramener en guise de souvenir, pillaient alors les murets de schistes qui entouraient les parcelles au sortir du village. Un morceau d'ardoise en poche, ils pouvaient alors affirmer, en brandissant l'objet, qu'ils avaient visité le vieux Luz aujourd'hui disparu. Quand en 2002 le gouvernement est repassé à droite, et qu'en 2003 tous avaient déménagé, la vente de produits régionaux (fromage, charcuterie, poterie) a été autorisée au niveau village. Mais la population n'a guère suivi le mouvement, davantage soucieuse de sa réinstallation que de sa relation marchande avec les autres.

Une position éthique comparable fut prise face à la contestation. Quand un groupe d'Allemands est venu un jour au village, décidé à vouloir aider les habitants de Luz à organiser leur contestation, se revendiquant d'être plus habitués qu'eux aux mauvais traitements imposés par les gouvernements, le maire a décliné leur invitation. Les remerciant de se soucier de Luz, ils leur ont aussi expliqué que cette histoire était la leur et que leur aide n'était pas nécessaire. Pour les mêmes raisons que celles évoquées plus haut, la résistance et la contestation ont été reléguées à une valeur morale, à un principe qui trouve ses racines dans l'histoire d'une région au regard de sa nation.

Alqueva, un exemple pour le futur ?

Aussi que conclure à propos d'Alqueva ? Qu'a donc apporté la participation dans ce contexte ? Quels bénéfices cette expérience apporte-t-elle pour le futur ?

Tout d'abord, peut-on parler de rupture dans les logiques d'imposition des infrastructures de taille ? Il semblerait que non. Alqueva a été construit pour le bien du pays, non pas tant pour l'irrigation ou l'électricité que pour créer une « réserve stratégique d'eau » nationale, vis-à-vis du pays lui-même mais aussi de son voisin l'Espagne. Rappelons toutefois qu'Alqueva a été pensé et décidé dans les années 1960, ce qui relativise sans doute les effets du processus dans son ensemble. Y-a-t-il eu alors une rupture dans les façons de procéder ? Oui, sans aucun doute, car des expériences du passé ont été retenues. La construction d'Alqueva renvoie de façon immédiate et symétrique au drame de Vilarinho de Furna. Et c'est aussi au regard de cette première situation perçue comme une catastrophe à l'échelle nationale que la construction de ce dernier barrage a été plus prudente, plus attentive. En termes de compensation, la dimension expérimentale à Alqueva, avec le choix de la reconstruction « à l'identique » d'un village qui respecte la morphologie sociale de l'ancien, est sans doute le fruit à la fois d'une sensibilisation civique et de l'entrée du Portugal dans la communauté européenne (1986). Le barrage a été financé à plus de 50% par l'Europe, ce qui a représenté un gain de moyens très important à partir de 1997. Enfin, y-a-t-il eu rupture dans les effets ? Oui, pourrait-on conclure, car de 1953 (Tignes) à 2002 (Alqueva), il y a effectivement eu, et ce de façon irréversible, une prise de conscience de l'existence des populations, du patrimoine, et même du paysage à envoyer. Nous assistons en effet à une « évolution de notre conception de la cohérence sociale, des principes de la gestion collective, et de la responsabilité dans les processus de choix et de décision » [Guichard 2003]

Pour autant, l'entreprise constructrice (EDIA) ne semble rien avoir inventé. Concernant le village de Luz, elle n'aura fait que reprendre les *desiderata* des habitants exprimés en 1977 et 1978, quand commencent les premières réunions avec les villageois. Selon l'enquête menée à l'époque par l'anthropologue Isabel Carvalho, ceux-ci souhaitaient, par ordre d'importance : le

transfert du cimetière avant celui des habitants ; la construction d'un nouveau village et d'une église où puissent être réinstallés les saints patrons ; rester sur les terres de la commune ; un nouveau village avec toutes les conditions, c'est-à-dire l'eau, les égouts, l'électricité, des écoles, une pharmacie et un médecin, et ce « de façon à mener une vie digne » (les gens refusent expressément d'être relogés dans des maisons préfabriquées ou dans des immeubles de béton) ; enfin un village qui soit aussi le siège de la municipalité (les habitants refusent d'être mêlés à la municipalité voisine) ; et une maison et un jardin pour tous [Carvalho, 1981].

Exprimé ainsi, il semblait bien simple d'éviter la contestation. Ces sacrifiés de l'Alentejo, si peu contestataires diront certains, auront pourtant réussi à obtenir tout ce qu'ils avaient réclamé. Et en prime un réseau câblé général, un musée, une immense place des taureaux, un gymnase... mais sans doute aussi le retour à l'oubli et à l'absence d'attraction des terres de l'intérieur de l'Alentejo.

En toute dernière information de terrain, fin septembre 2008, les villageois réclament encore à la EDIA ce qui a été promis et n'est toujours pas remis. Une nouvelle pétition a été signée. Mais plus de quarante personnes ont déjà du quitter le village, faute d'emploi, faute de maison à construire sur les terrains pourtant prévus à cet effet. Les résistances s'étiolent. L'école a failli fermer cette année, le village perd de sa vitalité et ses liens de sociabilité. Les villageois n'arrivent pas à se réadapter et l'apathie gagne les esprits. Fallait-il tout cela pour construire un grand barrage et le plus grand plan d'eau d'Europe ?

Bibliographie

ALLAIN S. (2001), « Planification participative de bassin et gouvernement de l'eau », *Géocarrefour*, 76, 3, p.199-209.

AYEB H. (2001), « L'Égypte et le barrage d'Assouan. Que serait l'Égypte sans ce très grand barrage ? », *Hérodote*, 103, p. 137-151.

Barragem de Alqueva, Livro negro (1981), Edições Amanhã, Lisboa.

BETHEMONT J. (2008), « Les grands barrages, entre contestation et développement », in Blanc N. & Bonin S. eds., *Grands barrages et habitants*, Paris, Versailles, Eds de la MSH & Quae, p. 23-39.

BLANC N. & BONIN S. eds. (2008), *Grands barrages et habitants. Les effets sociaux du développement*, Paris, Versailles, Editions de la Maison des sciences de l'homme et Éditions Quae.

BUY S. & FOUGERE I. (2003), « Les grands barrages dans la bataille de l'eau », *Géo*, 289, p.18-33.

CANAL SANCHEZ-PAGIN J.M. (1988) *Riaño : cinco villas. Rafagas históricas*, Ediciones Lancio, Léon.

CARVALHO I. (1981), « A população da Aldeia da Luz e a barragem de Alqueva », in *Barragem de Alqueva, livro negro*, Lisboa, Edições Amanhã, p. 77-88.

CERNEA M. (2008), « Penser les risques sociaux du développement », in Blanc N. & Bonin S. eds., *Grands barrages et habitants*, Paris, Versailles, Eds de la MSH & Quae, p. 57-75.

CLAVAIROLLE F. (2008), « Habiter les lieux : le rôle de la mémoire », in Blanc N. & Bonin S. eds., *Grands barrages et habitants*, Paris, Versailles, Eds de la MSH & Quae, p.125-140.

Courrier International (1999), « Halte aux barrages », 472, p. 40-46.

DRAIN M. ed. (1996), « Les conflits pour l'eau en Europe méditerranéenne », *Espace Rural* 36.

FAURE A. (2008), « Ecouter les voix de la vallée : les riverains de la Dordogne », in Blanc N. & Bonin S. eds., *Grands barrages et habitants*, Paris, Versailles, Eds de la MSH & Quae, p.101-124.

GONÇALVES M. E.(2001), *O Caso de Foz Côa : um laboratório de análise sociopolítica*, Edições 70, Lisboa.

GUICHARD F. (2003), « Réflexions autour de deux conflits pour l'eau au Portugal : Alqueva et Côa », in M. Drain (éd.), *Politiques de l'eau en milieu méditerranéen. Le cas de la péninsule ibérique*, Casa de Velázquez, 82, Madrid, p. 236-249.

LACOSTE Y. (2001), « Géopolitique de l'eau », *Herodote*, 102, p. 3-18.

Le Monde diplomatique (2002), « La ruée vers l'eau », 65.

MCCULLY P. (1996), *Silenced Rivers. The ecology and Politics of Large Dam*, Zed Books, London & New Jersey.

Prosseguir Alqueva para desenvolver o Alentejo e o País (1985), Ed. Caminho, Lisboa.

ROY A. (1999), *Le coût de la vie*, Gallimard, Paris.

SILVA A. (1982), *Alqueva, a grande barragem*, Livros Horizonte, Lisboa.

VARASCHIN D. (2001), *Tignes, la naissance d'un géant*, Artois Presses universités, Arras.

WATEAU F. (1999), « Barrages, Identités et Frontières. Des barrages sur rivières frontalières (Sela et Alqueva) », in J. Pujadas, E. Martín, J. Pais de Brito (Coords.) « *Globalización, Fronteras culturales y políticas y Ciudadanía* », Santiago de Compostela, p. 229-244.

WATEAU F. (2002), « Du Portugal à l'Europe. Effets d'échelle, de Melgaço à Alqueva », *Lusotopie* vol. IX, 2, p. 165-176.

WATEAU F. (2008), « Reproduire un village à l'identique : Alqueva », in Blanc N. & Bonin S. eds., *Grands barrages et habitants*, Paris, Versailles, Eds de la MSH & Quae, p. 77-99.